

Commentaires sur la guerre actuelle

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **88 (1943)**

Heft 11

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Commentaires sur la guerre actuelle

EN MARGE DES OPÉRATIONS MILITAIRES — LES ÉVÉNEMENTS
DU FRONT EST.

Depuis quelques semaines la presse, romande en particulier, a relaté les événements qui se déroulent dans certaines de nos régions frontières. L'intérêt éveillé par ces articles est manifeste parmi les lecteurs suisses portés naturellement à suivre de près tout ce qui se passe à proximité de notre territoire.

Ces articles suscitent de profondes réflexions. En effet, les incidents de la Haute-Savoie, de la Valteline, du Centovalli, du département de l'Ain ne sont pas des cas isolés, mais caractéristiques de toute l'Europe occupée.

Ils montrent clairement que l'Europe est entrée *dans un état chaotique inquiétant*, qui ne peut que s'aggraver au cours des prochains mois. Nous vivons la phase qui peut précéder l'anarchie complète.

Ces faits ne sauraient nous laisser indifférents pour notre sécurité nationale.

Il ne nous appartient pas de juger ici qui a tort ou qui a raison dans ces « règlements de comptes » que la presse reproduit journallement ; nous voulons simplement constater un fait : dans un état ordonné, nul n'a le droit de rendre sa propre justice, c'est l'affaire des tribunaux, partant d'un pouvoir judiciaire possédant les moyens, d'une part, de se faire respecter et, d'autre part, d'assurer l'exécution de ses décisions. Or, que voyons-nous aujourd'hui ? Dans les pays occupés, en marge du pouvoir de fait, sinon de droit, règnent de nombreuses organisations clandestines qui rendent justice à

leur gré et contre lesquelles le pouvoir prétendu responsable se montre absolument impuissant. C'est le signe de l'anarchie ; plus personne ne se soumet à la loi générale, mais chaque faction, voire chaque individu, n'en fait qu'à sa tête au mieux de ses intérêts.

Comment les choses en sont-elles arrivées là ?

Une des caractéristiques de cette guerre aura été de mettre en œuvre un ennemi intérieur qui doit paralyser l'action de l'armée. Les Allemands en ont fait un large usage et ont montré tout ce que l'on pouvait obtenir du procédé.

Il était dès lors compréhensible que les Anglo-Américains cherchent, à leur tour, à utiliser le procédé puisqu'ils trouvent dans les pays occupés un terrain favorable pour organiser des foyers de résistance susceptibles de mettre leur adversaire en difficultés.

Nous avons commenté en son temps dans une chronique de la R. M. S. (livraison d'août 1943) l'article de l'*Observer* prônant la révolution dirigée, et montré toutes les difficultés qui peuvent surgir pour rétablir « l'ordre ». Cependant, il nous semble que les idées de « l'action intérieure » en vue de nuire à l'ennemi sont déjà dépassées par les faits, si nous nous basons sur les récits de la presse quotidienne.

Reprenons les faits dès le début.

Après la capitulation militaire des pays intéressés, un certain nombre de patriotes ou de militaires décidèrent de continuer la lutte clandestinement, tandis que d'autres acceptaient de « collaborer » avec le vainqueur du moment. Progressivement ravitaillés par les Anglo-Saxons, les premiers s'organisèrent en détachements armés sous la conduite de chefs éprouvés. Des embryons d'armées nationales furent même constitués (par exemple en Serbie par le général Mihaïlovitch). Ne pouvant vivre près des forces occupantes sous peine d'être anéantis, ils se retirèrent dans des régions peu fréquentées. Ils gagnèrent le maquis, suivant l'expression consacrée.

De leurs repaires excentriques, ils organisèrent et exécutèrent des attentats contre l'armée d'occupation (attaques de détachements ou de soldats isolés, sabotages de voies ferrées, destructions de tous genres, etc...)

Notons qu'il s'agit là d'actes de guerre réguliers n'ayant qu'un but : nuire à l'ennemi. Si aucune de ces entreprises ne peut avoir par elle-même une influence sur le cours des opérations, dans leur ensemble, elles n'en finissent pas moins par créer un état de fait grave pour l'occupant, lequel est périodiquement obligé de déclencher des opérations de nettoyage, souvent coûteuses et absorbant des forces qui auraient pu être employées ailleurs.

Ainsi, à ses débuts, l'activité du général Mihailovitch obligea les Allemands à entreprendre une seconde campagne de Yougoslavie.

Cependant, pour que ces actes soient possibles, il fallait que les auteurs trouvassent un appui secret dans la population. La plupart du temps ce fut le cas, mais le contraire se présenta aussi. Des actions échouèrent parce que des « Quisling », misant sur la carte de l'occupant, l'avertirent de ce que les « rebelles » tramaient, ou ils se heurtèrent simplement à des forces créées par l'occupant en vue de protéger la population civile de tous les maux qui la menaçaient à la suite de l'attitude des « rebelles ».

Une haine terrible naquit entre « collaborationnistes » et « anticollaborationnistes ». Elle couva longtemps avant de pouvoir se manifester parce que les premiers étaient protégés par l'occupant, avec des forces souvent imposantes. Mais chacun des faits et gestes des uns et des autres était soigneusement catalogué.

Quelle est aujourd'hui la situation ? A la suite de l'évolution de la guerre, la Wehrmacht a vu ses tâches augmenter, l'obligeant à disperser ses forces, partant, à s'affaiblir dans de nombreuses régions. Il n'en a pas fallu davantage pour que les éléments décidés à la résistance relèvent la tête et recom-

mencent la guerre. Nous ne parlerons pas ici des attentats journaliers contre les voies ferrées, les dépôts de l'armée allemande, etc. Malgré leur ampleur, ils ne constituent plus à eux seuls les objectifs promis aux coups de la résistance. Les partisans de cette dernière s'attaquent maintenant à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, prêtent main forte à l'occupant.

Fait significatif, à part les objectifs militaires que nous énumérons ci-dessus, si nous nous basons sur les récits de la presse étrangère, nous constatons que les membres de l'armée allemande ne paraissent pas spécialement visés. En revanche, on assiste en ce moment au début d'un vaste règlement de comptes entre concitoyens, auquel ni l'occupant, ni le pouvoir central créé ou toléré par lui n'est en mesure de s'opposer.

En effet, en France, par exemple, chacun connaît les efforts du gouvernement Laval pour reconstituer soit une armée, soit une police. Cependant, il se heurte toujours à un refus des autorités allemandes qui ne sont pas sûres du loyalisme de telles formations à leur égard, au moment d'une invasion alliée. Ainsi, ce gouvernement est incapable de maintenir « l'ordre » et, par exemple, ce ne sont pas les « requis civils », armés de gourdins, qui sont en mesure de protéger des voies ferrées.

Pouvoir central sans autorité effective, factions qui se heurtent et règlent leurs comptes, actions de pillage ou de réquisitions, telle est la situation peu enviable d'une grande partie de l'Europe d'aujourd'hui.

S'il s'agissait d'une lutte de deux clans, la situation serait relativement simple, mais nous en sommes loin, car chacune de ces organisations de résistance à l'occupant prétend à un degré d'intransigeance supérieur à celui des autres, d'où leurs luttes intestines. L'exemple le plus paradoxal de cet état de choses nous est donné par les partisans de Tito et de Mihaïlovitch. Les uns et les autres poursuivent le même but : la libération de leur pays, mais se combattent mutuellement parce qu'étant de partis différents. Le même phénomène a lieu en

Grèce entre partisans fidèles au gouvernement du roi et ceux qui sympathisent avec le communisme.

Ainsi donc, il semble que les luttes intérieures l'emportent sur la lutte contre l'envahisseur.

Et naturellement, il faut aussi compter avec tous les éléments louches profitant du désordre actuel pour satisfaire leurs besoins de vols, d'assassinats ou d'effractions. Il est entendu qu'ils sont jugés et punis par ceux qui prétendent être des « éléments d'ordre ». En attendant, pour les simples mortels, l'insécurité est encore plus grande.

Sortant du cadre de la lutte que nous venons d'examiner, mais dont le résultat final pour les victimes est le même, notons encore la recrudescence du brigandage dans les régions fortement éprouvées par les bombardements aériens. Ici, une population équivoque vit pratiquement du pillage, en dépit de toutes les mesures impitoyables de répression.

L'avenir de l'Europe est sombre. Dans notre précédente chronique, nous avons mentionné les destructions dont notre continent est menacé en cas d'invasion alliée et de recul allemand. Aujourd'hui, nous voyons son état chaotique provoqué par des factions qui s'entre-déchirent sous prétexte d'épuration.

Devant cette carence des forces chargées du maintien de l'ordre dans les différents pays occupés, allons-nous assister à leur morcellement en diverses régions, sous l'autorité d'un chef qui parviendra à imposer sa loi au moyen de ses propres forces ?

Verrons-nous les chefs du maquis, du désert de Platé, de Somman, de la Tournette, pour citer arbitrairement des noms de la Savoie, s'ériger en seigneurs sur une région, faisant la chasse à leurs adversaires, jugeant et exécutant le « faux maquis », organisant des expéditions de réquisition dans les vallées pour vivre ¹ ? C'est une hypothèse, mais elle est plau-

¹ Du *Journal de Genève* du 1^{er} novembre 1943 : « Dans la nuit de vendredi à samedi, les gars du maquis ont mis à sac une importante fruitière située dans les environs de Bellegarde. Au moyen de camionnettes, ils ont emporté

sible, car dans les Balkans des régions entières sont contrôlées par Mihaïlovitch, Tito, Zervas.

Si la guerre dure un certain temps et que la situation actuelle se développe encore, nous finirons par retomber en plein moyen âge ou, si l'on préfère, nous n'aurons plus rien à envier à la Chine antérieure à celle de Tschan-kaï-Cheik, alors que des généraux commandaient suivant leur bon plaisir des régions entières à la barbe d'un pouvoir central sans force.

Suivant le développement de la situation dans le sens que nous venons d'exposer, la position de la Suisse n'est pas sans dangers.

En effet, il n'est pas impossible que des règlements de comptes se liquident également sur notre territoire.

Malgré les restrictions, la Suisse, en comparaison de ses voisins, est un pays d'abondance. Que ferons-nous en cas d'expédition de pillage sur un de nos villages frontières par des gens venant se procurer des vivres ou des chaussures, par exemple ? Il suffit de quelques hommes armés de pistolets-mitrailleurs pour tenir en respect toute la population d'un village, isolé au préalable par le sabotage des lignes téléphoniques. Cette supposition n'est pas à rejeter a priori.

Si, dans la présente chronique, nous avons effleuré ces problèmes, ce n'est pas pour distribuer le blâme aux uns et l'éloge aux autres. Ces querelles internes dans les divers pays d'Europe ne nous concernent pas. En revanche, nous voulions simplement relever que cet état anarchique de l'Europe présente pour nous un danger que nous ne devons pas ignorer

15 tonnes de gruyère, 4 tonnes de reblochons et de tommes et 400 kilos de beurre. Cet audacieux coup de main a été effectué avec un grand sang-froid. Le personnel de la fruitière fut mis hors d'état d'alerter la police, les fils téléphoniques ayant été coupés. »

Et de la Suisse, le 7 novembre 1943 : « L'un des plus grands magasins de confection de La Roche-sur-Foron a été mis à sac par des jeunes gens armés qui s'emparèrent de nombreuses pièces d'étoffe et de stocks importants de toile. Le butin fut transporté vers une destination inconnue par deux énormes camions, tandis que l'opération était surveillée par plusieurs inconnus. »

On pourrait multiplier ces exemples presque à l'infini.

et qu'en plus du problème stratégique de la défense des Alpes, il s'en pose un qui deviendra de plus en plus grave, celui de la défense de nos frontières, non contre des belligérants dans le sens réel du terme, mais contre un genre quelque peu particulier de combattants qui pourraient menacer sinon l'intérieur du pays, tout au moins nos régions frontières. Il s'en suivra une tâche supplémentaire pour l'armée. Elle ne sera pas moins importante que la première.

* * *

Le 5 juillet 1943, la Wehrmacht déclenchait son offensive dans le secteur Bielgorod-Kursk dans l'idée d'encercler et de détruire les forces russes occupant ce saillant. Après de durs combats, l'affaire tourna court et, une semaine plus tard, soit le 12 juillet, l'armée soviétique passa à la contre-offensive et s'empara le 5 août d'Orel et de Bielgorod. En trois semaines, les conditions initiales nécessaires au déclenchement de la grande offensive encore en cours actuellement furent réalisées.

Dès cet instant, les événements parurent se précipiter, puisque le 23 août Karkow tomba aux mains des Russes et qu'en six jours, les armées soviétiques réoccupèrent le bassin du Donetz ; elles atteignirent ensuite progressivement le cours du Dniepr, tandis que, dans la partie sud du front, les forces allemandes devaient abandonner les côtes de la mer d'Azov, d'abord jusqu'à Melitopol, puis au début de novembre jusque devant Cherson.

Dans le nord, l'offensive russe se déclencha parallèlement au sud de Briansk, vers Roslawl et Smolensk, puis dans le secteur de Newel.

Tout ceci appelle quelques réflexions.

Du début d'août à la fin septembre où les forces russes atteignirent le Dniepr, elles avaient parcouru 250 à 300 km.

Ne laissant aucun répit aux Allemands, le maréchal Chapochnikow déclenchait le 6 octobre une offensive au tra-

vers du Dniepr. C'est celle qui est encore en plein développement. En six semaines, les gains de terrain ne sont pas comparables à ceux de la première. Les résultats sont-ils moins importants qu'auparavant ? Si l'on ne considère que les kilomètres carrés reconquis, c'est certain ; mais si l'on va plus au fond des choses, on serait tenté d'écrire le contraire.

Il ne fait aucun doute que les Allemands voulurent *tenir* la ligne du Dniepr jusqu'à Saporosche et l'entrée de la plaine de Nogaïsk dont le verrou de Melitopol barrait l'entrée.

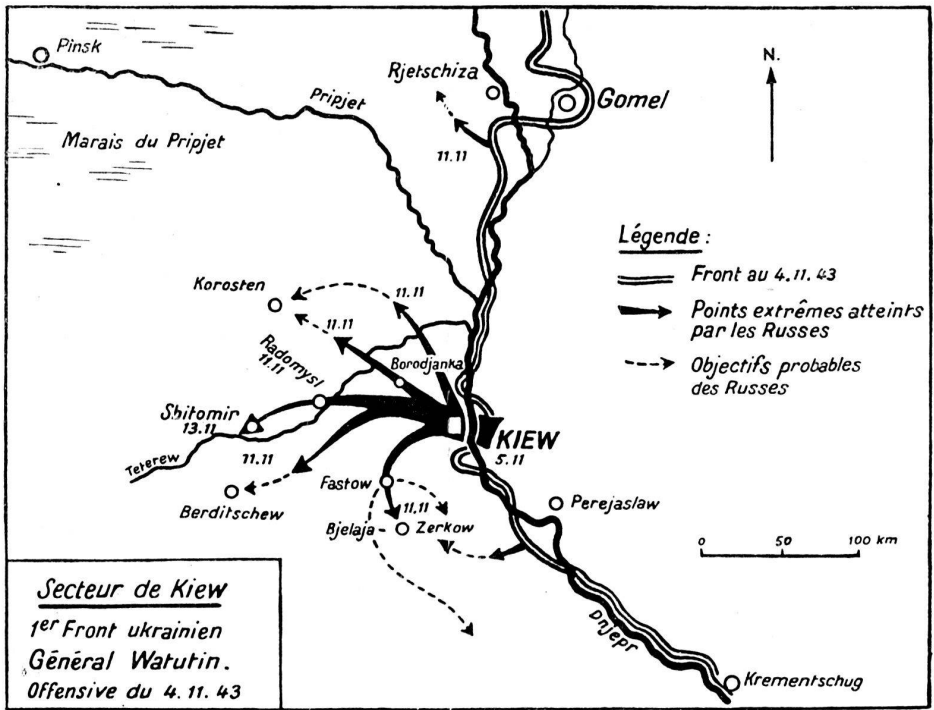
Il fallut alors près d'un mois aux Russes pour s'emparer des grandes têtes de pont de Krementschug, Dniepropetrowsk et Saporosche. Là réside toute la différence.

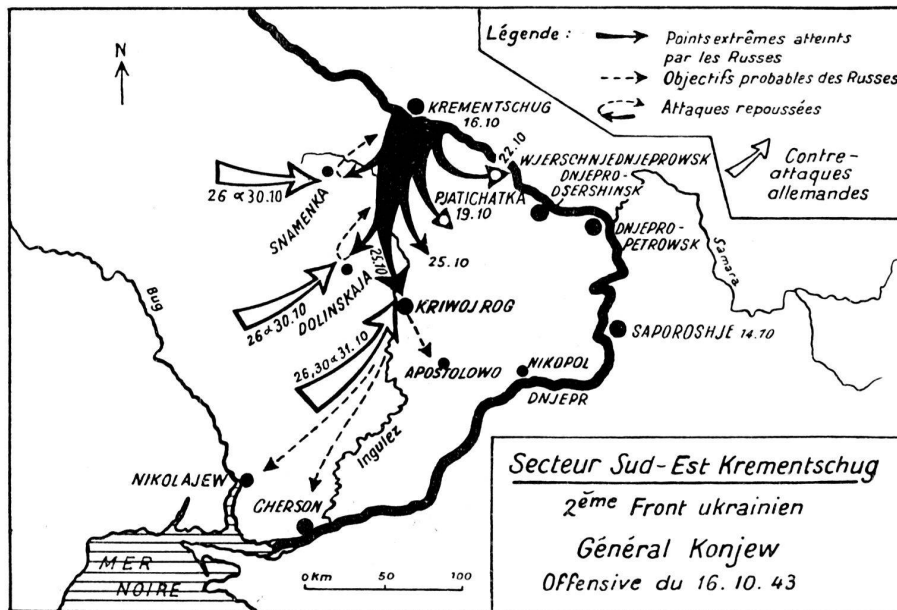
Dans la première phase de l'offensive, les Allemands cédèrent « volontairement » le terrain dans l'idée d'aller tenir sans espoir de recul sur le Dniepr, comme l'affirment certains chroniqueurs bien informés. Tandis que maintenant, ils ont dû abandonner partiellement une position où ils comptaient résister. C'est la raison pour laquelle on peut attribuer une plus grande importance aux succès russes de la boucle du Dniepr qu'à ceux obtenus précédemment.

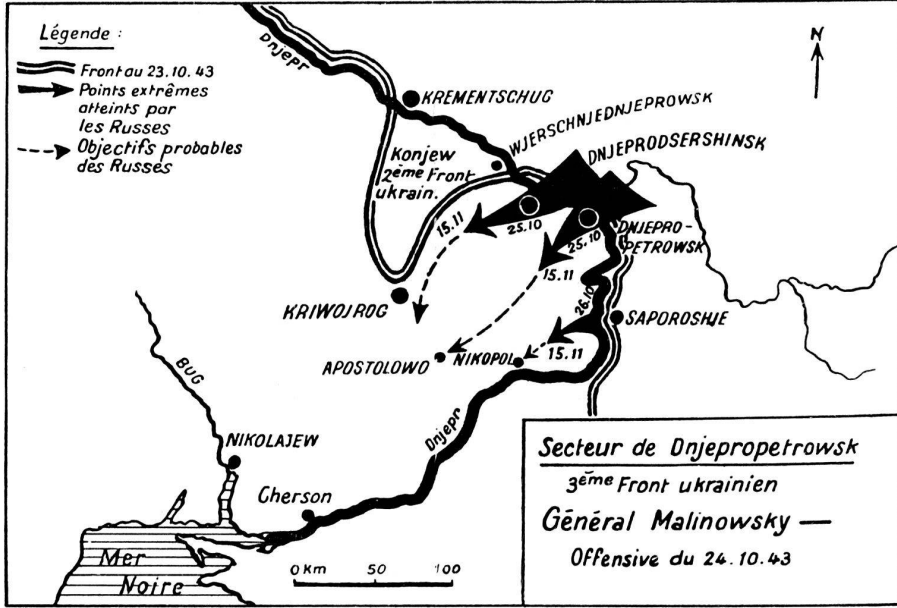
La bataille se déroulant entre Kiew et la mer d'Azov prend l'aspect d'une double manœuvre d'ailes pouvant être décomposée jusqu'à maintenant en quatre phases. Elle est l'application de procédés chers au maréchal Chapochnikow, à savoir de déclencher une offensive après l'autre au moment où la précédente marque un ralentissement.

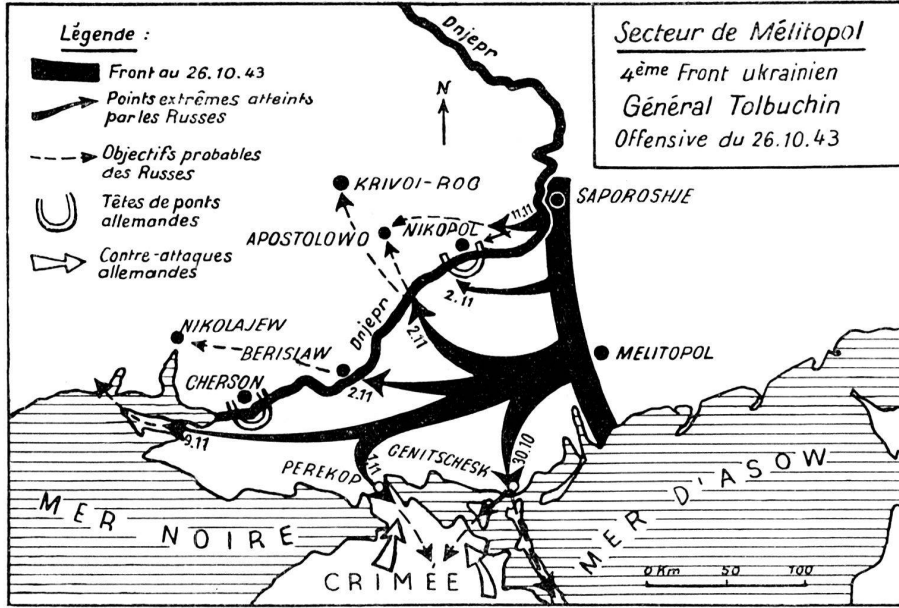
Première phase :

Le 16 octobre, le général Konjew (2^e front ukrainien) lança son offensive au sud-est de Krementschug avec, comme objectif, Krivoï-Rog dont les lisières nord furent atteintes le 26 octobre. En revanche, sur l'aile droite, la résistance allemande enraya la progression russe devant Znamenka et Dolinskaya. A l'aile gauche, les contre-attaques allemandes dans le secteur d'Apostolowo empêchèrent d'encercler les forces dans la boucle du Dniepr.









Deuxième phase :

Le 25 octobre, le général Malinowsky (3^e front ukrainien) s'emparait de Dniepropetrowsk et de Dnieprocherschinsk, permettant, après exploitation du succès dans ce secteur, de réunir ses forces à celles du général Konjew.

Troisième phase :

La deuxième phase n'était pas terminée que le général Tolbouchin (4^e front ukrainien), après avoir fait sauter la position de Melitopol (23 octobre 1943) se déployait en éventail avec son aile droite au sud de Saporosche, et avec son aile gauche s'avancait le long de la mer d'Azov en direction générale d'abord de l'isthme de Perekop, puis de Cherson. Cette offensive obtint de grands résultats, puisque en huit jours, le cours inférieur du Dniepr fut atteint entre Saporosche et son embouchure, les Allemands conservant deux têtes de pont à Nikopol et à Cherson. Jusqu'à maintenant (17 novembre 1943), seuls de faibles éléments russes ont franchi le Dniepr vers son embouchure, mais leur présence le long du fleuve est un danger latent pour les forces allemandes prises maintenant entre celles des Russes. Elles ne disposent que d'un couloir dont la largeur peut varier d'un moment à l'autre.

Quatrième phase :

Cette dernière phase est caractérisée par l'offensive contre la Crimée, soit dans la partie orientale (région de Kertsch) soit en venant du nord.

Si importante que soit l'offensive de la boucle du Dniepr, elle ne doit cependant pas éclipser la bataille de Kiew, marquée par la prise de cette ville le 5 novembre par le général Watutin (1^{er} front ukrainien).

Les forces allemandes menacées d'encerclement du nord et du nord ouest se retirèrent. La prise de Kiew a ouvert naturellement de vastes possibilités stratégiques qui furent d'emblée exploitées par les Russes. D'une part, ils purent réagir en direction de Korosten, nœud ferroviaire important sur la ligne Leningrade-Odessa, permettant ainsi de séparer définitivement

vement les groupes d'armées allemands du centre et du nord.

D'autre part, la progression se poursuit en direction de Schitomir qui fut occupé le 13, en dépit des contre-attaques allemandes et repris par les Allemands le 19 novembre.

Une troisième direction de l'offensive fut celle de Fastow qui semblait viser Winniza, mais, pour le moment, tout porte à croire que le général Watutin se préoccupe avant tout de rejoindre les forces de la tête de pont de Pierejasslawl qui elles-mêmes s'étalent vers le nord-ouest.

Un succès en direction de Winniza peut avoir des répercussions considérables sur la conduite de la guerre dans cette partie du front. De là pourraient être menacées les deux dernières lignes de défense allemandes avant la Roumanie, soit celle du Bug, soit celle du Dniestr.

Comparativement à ces grandes opérations, les combats qui se déroulent dans les secteurs de Gomel, Witebsk et Newel n'ont qu'un caractère local. Cependant, la pression russe demeure forte, et une percée dans la région de Newel pourrait obliger les Allemands à reprendre plus en arrière toute leur aile gauche.

Du reste, le discours de Staline, prononcé à l'anniversaire de la révolution, laisse entrevoir de grands événements dans cette partie du front, puisqu'il annonça la prochaine libération des anciens états baltes.

Dans l'ensemble, les Allemands se replient, sauf dans certains secteurs où ils ont réalisé d'importants succès locaux, notamment à Skitomir. Partout ils font face aux Russes. Plus que jamais, ils combattent pas à pas, leur dispositif reste cohérent. Nulle part on ne remarque des signes de désagrégation.

Toutes les informations concordent pour dire qu'en dépit de la retraite, le moral de l'armée est encore intact. En est-il de même à l'arrière ? Il est difficile de le savoir.

24 novembre 1943.
